La Commune

Limogeage de Delphine Batho, affaire Tapie, règlements de comptes... Un nouveau palier est franchi

Limogeage de Delphine Batho | Chronique hebdo, 6 juillet 3013

La crise politique s'accélère à nouveau. En l'espace d'une semaine, les événements se précipitent : rejet définitif des comptes de campagne de l'UMP et démission de Sarkozy du Conseil constitutionnel, poursuites engagées contre l'ex-femme de Cahuzac, renvoi de l'ancien ministre Woerth devant les tribunaux, ras-le bol des policiers de Valence sur les quotas d'arrestations chiffrés de sans-papier, et limogeage expéditif de la ministre Delphine Batho, une semaine après la déroute du PS à Villeneuve-sur-Lot. Un nouveau palier vient d'être franchi.

Quelques jours plus tôt, Ziad Takieddine reconnaissait avoir remis plus d'un million d'euros à un proche de Sarkozy, en 1994, pour la campagne présidentielle de Balladur. Au même moment, Tapie était mis en examen dans une affaire qui éclabousse l'ancien gouvernement. Dans ce contexte, un sondage BVA indiquait le 28 juin que 70% des personnes interrogées considèrent que les hommes politiques sont le plus souvent corrompus.

"Cette succession d'affaires est une bombe à fragmentation" avait prévenu Eva Joly, dès le mois de mars. Ces affaires se mêlent aux tiraillements au sein de l'Exécutif et de la " majorité " présidentielle. Elles se mêlent aux fractures au sein de l'UMP. Elles avivent sans cesse la crise politique chronique en France. Une crise dont le moteur est, rappelons-le, le rejet du gouvernement et de sa politique par l'immense majorité des salariés et de la population.

" Il y a une déception ... "

Dans ce contexte, intervient donc l'expulsion manu-militari de la ministre de l'Ecologie.
A l'évidence, ce limogeage de Delphine Batho n'est pas un simple fait divers de la vie politique. Ce n'est, certes, pas la première fois qu'un ministre est " débarqué " sous la Vème République. Ce n'était pas non plus la première fois qu'un ministre " l'ouvrait " depuis l'avènement du gouvernement Hollande-Ayrault. De plus, Hollande avait prévenu ses ministres qu'il ne tolérerait plus aucun " couac ".

Ainsi, lorsqu'elle se décide à dénoncer publiquement le budget alloué à son ministère, elle sait à quoi elle s'expose. Le lundi 1ER juillet, elle a donc confirmation que les crédits alloués à l'écologie sont amputés de 7%. Le soir même, elle déclare qu'il s'agit là d'un " mauvais budget ". Puis, le mardi 2 au matin, sur RTL, elle récidive. La journaliste Apathie lui en fait la remarque : " *Il est très rare, exceptionnel qu'un ministre dise : c'est un mauvais budget* ". En effet !
Batho renchérit : " *On est dans un moment où les Français doutent, il faut dire les choses telles qu'elles sont, il y a une déception à l'égard du gouvernement, il y a un doute sur notre volonté de changement ... Dans le moment actuel, quand tout va mal, les français ont besoin d'espoir, ils ont besoin de perspectives d'avenir* ". Les mots sont lâchés. Ce n'est pas seulement le budget " Ecologie " qui est mis en cause par la ministre mais, plus largement, la crédibilité de la politique menée par Hollande-Ayrault et l'absence de perspectives que recèle cette politique. Dans la foulée, elle refusera de se rétracter.

Une expulsion expéditive et sans préavis !

Le Monde du 2 juillet rapporte :
" *Dans l'après-midi, le compte Twitter de Matignon indiquait que la ministre de l'écologie était "convoquée par le premier ministre à l'hôtel de Matignon". Une "convocation" publique à Matignon d'un ministre du gouvernement qui faisait office de première sous le quinquennat Hollande.*
l'intéressée avait, elle, été prévenue par téléphone, alors qu'elle se trouvait déjà à l'Assemblée nationale - ce qui a provoqué une suspension de séance. Une façon de faire qui a choqué plus d'un député : "Non mais on marche sur la tête", a-t-on pu entendre. "
http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/07/02/batho-critique-ouvertement-le-budget-de-l-ecologie-pour-2014_3440184_823448.html

En milieu d'après-midi, la ministre était donc convoquée à Matignon. Une heure après, un communiqué de l'Elysée indiquait :

" *Sur proposition du Premier ministre, le président de la République a mis fin aux fonctions de Mme Delphine Batho et a nommé M. Philippe Martin, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie* ".

" Le tournant de la rigueur qui ne dit pas son nom "

Autre fait rare, après un limogeage : la ministre évincée décide de tenir une conférence de presse, dès le surlendemain. Et s'y livre à une attaque en règle contre le Premier ministre. Lors de son passage sur RTL, elle avait prévenue " *je suis une combattante, je suis déterminée* ". Jusqu'à quel point ? Nous ne spéculerons pas à ce sujet.
"*Ce que je n'accepte pas, c'est le tournant de la rigueur qui ne dit pas son nom et qui prépare la marche au pouvoir de l'extrême droite" déclare-t-elle sans ambages, tout en affirmant : " Je reviendrai à l'Assemblée et je continuerai mon combat dans la majorité*". Accordons-lui qu'elle désigne clairement ce qui fait le lit de l'extrême droite : la rigueur, c'est-à-dire la politique du gouvernement. Ce qui la place dans une contradiction qu'elle devra surmonter dans un sens ou dans l'autre. En quelques heures, elle est passée d'une critique du budget du strict point de vue des comptes d'apothicaires de son ministère, à une critique de la rigueur, pour ainsi dire, en bloc.

Hollande et l'exploitation des gaz de schiste

Puis, s'appuyant sur un article récent du magazine patronal Challenges, la ministre déchue lance : " *Est-il normal que le patron de l'entreprise Vallourec, directement intéressé par l'exploitation des gaz de schiste, ait pu annoncer ma marginalisation des semaines à l'avance devant des responsables de son entreprise aux Etats-Unis ? Est-il normal qu'il annonce cette mise à l'écart à l'avance ? De quelles informations disposait-il pour le savoir ?* "
Or, Philippe Crouzet, le patron de cette entreprise, est aussi le mari de Sylvie Hubac. Cette dernière a côtoyé Hollande sur les bancs de l'ENA et n'est autre que l'actuelle directrice de cabinet de Hollande.
Selon les informations recoupées par Le Monde (http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/07/04/pourquoi-delphine-batho-cible-le-groupe-vallourec_3442705_3244.html), Crouzet s'est déjà lamenté que la technique de fracturation hydraulique soit interdite en France, (c'est la seule disponible aujourd'hui pour exploiter ces hydrocarbures non conventionnels, interdite en France en raison des risques qu'elle fait peser sur l'environnement).
Ce qui conduit Le Monde à s'interroger :
" *Alors, y a-t-il eu conflits d'intérêts ? Le groupe Vallourec, interrogé le 4 juillet par Le Monde, confirme que Philippe Crouzet a fortement critiqué au cours d'un dîner privé aux Etats-Unis la manière dont Delphine Batho menait le débat sur la transition énergétique, mais dément qu'il ait évoqué un futur départ du gouvernement.* "
Est-ce l'amorce d'une nouvelle " affaire " qui désignerait cette fois-ci l'actuel chef de l'Etat ? A Voir...

Pourquoi " l'ouvre-t-elle " maintenant ?

Réagissant à chaud au départ forcé de Batho, la co-présidente du groupe parlementaire EELV, Barbara Pompili, persifle : " *On disait à Delphine Batho qu'il fallait qu'elle s'engage plus, qu'elle l'ouvre plus, malheureusement, elle l'a ouvert un peu trop tard* ".
La question est de savoir, en effet, pourquoi elle " l'ouvre " seulement maintenant ?. Nul doute qu'au moment d'entrer au gouvernement, cette ancienne émule de Ségolène Royal était prête à assumer tous les reniements, au nom de la raison d'Etat, de la raison budgétaire, de la raison " européenne ". Mais, à l'image de bien des apparatchiks du PS, elle est glacée d'effroi par " *la déception à l'égard du gouvernement* ". Et ce n'est qu'un euphémisme. Le sol se dérobe sous les pieds de son parti et de la " majorité gouvernementale ".
Elle " l'ouvre " donc après l'affaire Cahuzac, après l'effondrement électoral du PS à toutes les élections partielles, après la rafale des sondages mettant Hollande et Ayrault à terre ; elle " l'ouvre " au lendemain de l'élection de Villeneuve sur lot,. Au regard de ce spectre d'ensemble, la coupe budgétaire de 7 milliards de crédits imputés à son ministère n'est qu'une paille, une péripétie.
Une semaine après le désastre de Villeneuve-sur-Lot, Batho se montre soudainement et publiquement récalcitrante.
Donnons les toutes dernières indications de l'ampleur de cette bérézina électorale : selon un sondage, 62 % des électeurs de gauche de Villeneuve-sur-Lot auraient préféré s'abstenir ou voter au second tour, blanc (http://www.lepoint.fr/politique/villeneuve-sur-lot-ce-que-la-gauche-a-vote-01-07-2013-1687987_20.php) venant renforcer le contingent massif d'électeurs de gauche s'abstenant dès le premier tour.

De l'habit du président " normal " ...

Hollande, on le sait, était tellement "normal", qu'il passait pour être " effacé ". De toute part, il était accusé de " mollesse ". Ainsi, Arnaud Montebourg pouvait lancer à Jean-Marc Ayrault : " *Tu fais chier la terre entière avec ton aéroport de Notre-Dame-des-Landes, tu gères la France comme le conseil municipal de Nantes* ". Ainsi Harlem Désir pouvait-il dénoncer Benoît Hamon à Ayrault en ces termes "*S'il y a débat au sein du parti sur l'Europe, c'est parce qu'un membre du gouvernement veut remettre en cause plusieurs axes de la politique du gouvernement (politique budgétaire, etc.). C'est tout de même singulier! Je veux bien assumer beaucoup de choses, mais pas ça. Cette question ne relève pas du parti.*"
(http://www.lefigaro.fr/politique/2013/06/12/01002-20130612ARTFIG00577-benoit-hamon-dans-le-collimateur-d-harlem-desir.php).
Et, malgré leurs critiques, les deux ministres conservent leur maroquin. Ils peuvent en effet compter sur l'appui d'une partie de l'appareil du PS. Delphine Batho, elle, est isolée. Ce qui a fait dire à NKM : " c'est facile d'être fort avec le faible et faible avec le fort ". Hollande ne sort donc pas grandi de l'exercice d'autorité auquel il s'est livré en limogeant Delphine Batho. Bien au

contraire. Interpellé par la journaliste au cours de sa tournée en Tunisie, à ce propos, il répond piteusement " *je ne veux pas parler de ça ici* "

... A la tenue du vulgaire satrape

A défaut d'autorité, Hollande fait montre d'autoritarisme. C'est dans l'air au sein de cet Exécutif. A la marge, Delphine Batho fait savoir que les décisions ne sont plus prises de façon collégiale au plus haut degré de l'Etat. En particulier sur les questions budgétaires. Cet autoritarisme n'est pas seulement à usage interne. N'a-t-on pas vu ce gouvernement interdire toute forme d'amnistie sociale ? Ne l'a-t-on pas vu ordonner les poursuites judiciaires contre les grévistes de Goodyear, de PSA Aulnay ? Ne l'a-t-on pas vu extrader Aurore Martin ? Ne l'a-t-on pas vu matraquer les opposants à " l'Ayrauport " ? Et que penser des démantèlements de camps de Roms qui permettent à J-M Le Pen d'éructer contre leur " présence urticante et disons... odorante. " ?
l'autoritarisme de ce gouvernement s'illustre tout autant dans la reprise des rafles systématiques contre les sans- papiers, selon la méthode des quotas. C'est ce qu'évoque un article d'Europe 1 :
" *Des policiers de Valence, dans la Drôme, dénoncent vendredi une politique du chiffre qui conduit leur hiérarchie locale à exiger d'eux qu'ils fassent la chasse aux étrangers en situation irrégulière, selon les informations obtenues par Europe 1. D'après le syndicat Unité SGP Police, des quotas d'interpellations seraient même imposés, le jeudi matin, au commissariat : les policiers reçoivent en effet l'ordre d'interpeller un nombre précis de sans-papiers.* "
" *Ce n'est que pour faire du chiffre*". Le fonctionnaire confie sa "*honte*" d'avoir participé à ces opérations. "*C'est l'écoeurement général.* ***Le seul mot qui émane à chaque fois de la bouche des collègues, c'est la rafle****, ça nous met extrêmement mal à l'aise*", dénonce le policier. "*C'est écoeurant d'en arriver là, de nous demander à nous de faire de basses besognes, à des fins uniquement statistiques. Ce n'est que pour faire du chiffre*", souligne le délégué, qui a 20 ans de service à son actif et assure ne pas être "entré dans la police pour faire cela". "
" *Depuis hier, les policiers affichent leur colère sur des tracts, placardés sur les murs du commissariat de Valence. Un ras-le-bol adressé au procureur, au préfet et même au ministre de l'Intérieur Manuel Valls, en déplacement vendredi dans la région.* "
(http://www.europe1.fr/Faits-divers/Sans-papiers-la-police-lassee-de-faire-du-chiffre-1574631/)

Opposition totale au gouvernement

Nul ne peut dire jusqu'où ira Delphine Batho dans sa contestation. Il serait vain de spéculer à ce sujet. La question n'est pas là. Son départ forcé a valeur de symptôme, tant sur le fond que sur la forme. La forme expéditive de ce limogeage, en quelques heures, trahit la panique qui étreint l'Exécutif dès que la " loi cardinale " budgétaire, axe de sa politique, est contesté en son sein. Sur le fond, ce dernier épisode de la crise politique, c'est-à-dire de la crise de régime, ne manquera pas d'affaiblir encore le gouvernement, d'accentuer le rejet dont il est la cible dans la société tout entière.
Cet épisode montre tout autant la prosternation d'EELV devant Hollande. Mais, il met surtout en relief l'entrelacement des allées du pouvoir et des cercles dirigeants du capital. Plus clinquante sous Sarkozy, elle n'en est pas moins avérée sous Hollande, y compris sur les gaz de schiste comme nous venons de le voir.
Ceux qui font miroiter un " changement de cap à gauche " de ce gouvernement le savent aussi bien que nous. Interrogé ces derniers jours, Mélenchon a bien précisé qu'il était, selon lui, " dans l'opposition à l'austérité ", pas dans l'opposition au gouvernement. Il est donc dans le camp du gouvernement. Le NPA- est dans le camp adverse, celui de l'opposition irréductible à ce gouvernement.

Jean-Paul Cros (commission de médiation, 34, Y), Pedro Carrasquedo (CPN, 64, Y) Daniel Petri (75, Y), Wladimir Susanj (CPN, 75, Y)

6 juillet 2013

Modifié le samedi 13 juillet 2013

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo

Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires … Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masse … la fin de régime... »

« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... »

Nous sommes en guerre … contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... »

Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés p une grande majorité... »

PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... »

Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... »